

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 110

**Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle
des entrepreneurs de construction
et d'autres dispositions législatives**

Première lecture

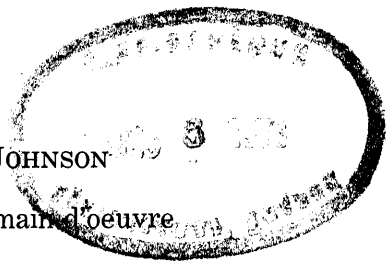
Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. PIERRE MARC JOHNSON

Ministre du travail et de la main-d'œuvre



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie diverses lois du travail. Plus particulièrement, il propose des modifications à la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction ayant principalement pour objets:

- a) de modifier la composition de la Régie;*
- b) de préciser les conditions d'obtention d'une licence;*
- c) d'établir des délais pendant lesquels une licence ne peut être obtenue en cas de faillite ou de participation à une faillite de certaines personnes physiques impliquées dans l'entreprise;*
- d) d'assujettir la personne physique qui désire obtenir une licence aux mêmes conditions que celle qui habilite une société ou corporation;*
- e) d'interdire à une personne physique de détenir plus d'une licence, sous réserve du pouvoir de réglementation de la Régie à cet effet;*
- f) de remplacer le genre de cautionnement actuellement prévu par la loi et de permettre à la Régie d'exiger, par règlement, un cautionnement des entrepreneurs qui exécutent ou font exécuter des travaux de construction relatifs à un bâtiment résidentiel; la Régie peut, par règlement, constituer un fonds d'indemnisation en remplacement de cette exigence de cautionnement;*
- g) d'apporter des modifications à la procédure d'appel existante;*
- h) d'exempter de l'obligation de détenir une licence, le constructeur-propriétaire qui fait exécuter en partie les travaux de construction visés à l'article 55 de la loi;*
- i) de donner des pouvoirs de réglementation additionnels à la Régie;*
- j) de créer une nouvelle infraction.*

Le présent projet de loi apporte également des modifications à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction de manière notamment:

a) à exclure de son champ d'application certains travaux de construction exécutés par les salariés des commissions scolaires et collèges ainsi que des établissements de santé et de services sociaux;

b) à exclure l'artisan de l'application de ladite loi sauf pour les fins des régimes complémentaires d'avantages sociaux, auxquels il peut participer sur une base volontaire moyennant certaines conditions;

c) à modifier la composition de l'Office de la construction du Québec;

d) à clarifier l'interdiction du droit de grève et de lock-out durant un décret;

e) à permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier tout règlement que l'Office soumet à son approbation.

De plus, le présent projet de loi modifie la Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction aux fins de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier les statuts et règlements de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec quant à certaines matières, notamment, l'élection et la composition du conseil d'administration et du comité exécutif ainsi que la composition du comité d'élection et ses règles de régie interne.

Le présent projet de loi prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine certaines modalités de l'élection du conseil d'administration devant succéder au premier conseil d'administration de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec.

Le présent projet de loi contient également des modifications de concordance à la Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec de même que des dispositions prévoyant le mode d'expiration du mandat du premier conseil d'administration.

Enfin, le présent projet de loi apporte également des modifications de concordance à la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre quant à l'assujettissement de l'artisan à cette loi.

Art. 1. L'expression «règlement» est actuellement définie comme suit:

«**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

g) «règlement»: un règlement adopté par la Régie conformément à la présente loi;».

Art. 2. La modification proposée a pour objet de modifier la composition de la Régie en y ajoutant un régisseur choisi parmi les associations patronales les plus représentatives de l'industrie de la construction. Le nombre de membres est porté de huit à neuf.

Art. 3. La modification proposée est de concordance avec le précédent article du projet de loi.

Projet de loi n° 110

Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle
des entrepreneurs de construction
et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53) est modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) «règlement»: un règlement adopté par la Régie ou le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à la présente loi;».

2. L'article 8 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**8.** La Régie est formée de neuf membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Les six autres membres sont des entrepreneurs d'expérience nommés pour trois ans; ils sont désignés parmi les personnes proposées par les associations d'entrepreneurs de l'industrie de la construction les plus représentatives. Cependant, le ministre peut exiger que d'autres noms lui soient proposés.»

3. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Les six membres visés dans le troisième alinéa de l'article 8 siègent sans droit de vote sauf pour l'adoption des statuts de la Régie et des règlements et pour la fixation, par règlement, des droits exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences.»

Art. 4. *La modification proposée ajoute la notion de «connaissance» à celle de l'expérience comme condition d'obtention d'une licence; la personne qui désire obtenir une licence devra également avoir subi avec succès les examens de la Régie.*

De plus, elle établit une interdiction pendant un délai de trois ans pour tout requérant d'une licence, ou toute personne physique désirant habilitier une société ou corporation à obtenir une licence, au cas de faillite personnelle ou de participation à la faillite d'une société ou corporation.

Art. 5. *La modification proposée a pour but d'assujettir la personne physique qui désire obtenir une licence aux mêmes conditions que la personne physique qui habilite une société ou corporation.*

De plus, elle interdit à une personne physique de détenir plus d'une licence sous réserve toutefois du pouvoir de réglementation de la Régie prévu à l'article 13 du projet de loi.

Art. 6. *La modification proposée a pour objet d'ajouter à l'article 33 de la loi l'interdiction, pendant un délai de trois ans, pour toute société ou corporation, d'obtenir une licence, au cas de participation à une faillite d'un membre de la société ou d'un administrateur ou actionnaire de vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote de la corporation.*

4. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**31.** Une personne physique doit, pour obtenir une licence ou pour habilitier à cet effet une société ou corporation:

a) démontrer à la Régie qu'elle possède les connaissances ou l'expérience pertinentes dans la gestion d'une entreprise de construction et dans l'exécution de travaux de construction pour se valoir la confiance du public et avoir subi avec succès les examens prévus par règlement;

b) établir sa solvabilité;

c) avoir été exempte de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour une des infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43;

d) établir, dans le cas où elle a été un failli, qu'elle a obtenu sa libération après avoir accompli les conditions fixées par le tribunal compétent;

e) établir, dans le cas où elle a été membre d'une société dans les douze mois précédant la date de la faillite de cette société, que cette faillite est survenue depuis plus de trois ans;

f) établir, dans le cas où elle a été administrateur ou actionnaire détenant vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote d'une corporation dans les douze mois précédant la date de la faillite de cette corporation, que cette faillite est survenue depuis plus de trois ans.»

5. L'article 32 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**32.** Une personne physique doit, pour obtenir une licence ou habilitier une société ou corporation à obtenir une licence, être majeure et avoir une connaissance de la langue française appropriée à l'exercice du travail envisagé.»;

b) par l'addition de l'alinéa suivant:

«Sous réserve du paragraphe s de l'article 58, une personne physique ne peut détenir plus d'une licence.»

6. L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**33.** Une société ou une corporation doit, pour obtenir une licence:

a) y être habilitée conformément à l'article 30 par une ou plusieurs personnes physiques;

b) établir sa solvabilité ou, dans le cas d'une société, celle de chacun de ses membres;

Art. 7. La modification proposée reprend pour fins de concordance les dispositions de l'article 51 de la loi. Elle ajoute également aux pouvoirs de la Régie, en lui permettant de délivrer, plus tôt, une licence à une personne, en cas d'incapacité résultant de la commission d'une infraction criminelle prévue au sous-paragraphe v du paragraphe b de l'article 43 de la loi.

L'article 51 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**51.** Cependant, la Régie peut délivrer plus tôt une licence à une personne si la faillite est étrangère aux activités visées par la licence et n'est pas imputable à cette personne.»

c) avoir été exempté de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphe iv, v et vi du paragraphe *b* de l'article 43, la même exigence s'appliquant à ses membres ou administrateurs, suivant qu'il s'agit d'une corporation ou d'une société;

d) faire connaître à la Régie sa structure juridique ainsi que les nom et domicile de chacun de ses administrateurs et actionnaires détenant vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote de la corporation, ou de chacun de ses membres, suivant qu'il s'agit d'une corporation ou d'une société;

e) établir, dans le cas d'une société, qu'aucun de ses membres n'a été membre d'une autre société ou administrateur ou actionnaire détenant vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote d'une corporation, dans les douze mois précédant la date de la faillite de cette société ou de cette corporation, à moins que cette faillite ne soit survenue depuis plus de trois ans;

f) établir, dans le cas d'une corporation, qu'aucun de ses administrateurs, ni aucun de ses actionnaires détenant vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote de la corporation, n'a été membre d'une société, dans les douze mois précédant la date de la faillite de cette société, à moins que cette faillite ne soit survenue depuis plus de trois ans; établir également qu'aucun de ses administrateurs ou actionnaires détenant vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote de la corporation n'a été administrateur ou détenteur de vingt pour cent ou plus des actions ayant droit de vote d'une autre corporation dans les douze mois précédant la date de la faillite de cette dernière, à moins que cette faillite ne soit survenue depuis plus de trois ans.»

7. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

«**33a.** Lorsque l'incapacité d'obtenir une licence ou d'habiliter à cet effet une société ou corporation découle de l'une des dispositions prévues aux paragraphes *e* et *f* des articles 31 ou 33, la Régie peut, sur demande, délivrer plus tôt une licence à une personne si la faillite est étrangère aux activités visées par la licence et n'est pas imputable à cette personne.

Lorsque l'incapacité d'obtenir une licence ou d'habiliter à cet effet une société ou corporation découle des dispositions prévues au paragraphe *c* des articles 31 ou 33 pour une infraction prévue au sous-paragraphe v du paragraphe *b* de l'article 43, la Régie peut permettre la délivrance d'une licence plus tôt à une personne qui en fait la demande. Afin de rendre sa décision, la Régie prend en considération, notamment, la nature de l'infraction commise, sa gravité ainsi que son incidence sur les activités

Art. 8. *La modification proposée a pour but notamment de remplacer le genre de cautionnement actuellement prévu par la loi et de permettre à la Régie d'exiger par règlement, un cautionnement des entrepreneurs de construction qui exécutent ou font exécuter des travaux de construction relatifs à un bâtiment résidentiel.*

Elle donne également le pouvoir à la Régie de constituer, par règlement, un fonds d'indemnisation en remplacement de cette exigence de cautionnement.

Enfin, elle maintient le pouvoir actuel de la Régie d'exiger de toute personne physique, société ou corporation qui demande une licence, un cautionnement payable au nom du ministre des finances dans le but d'indemniser ses clients dans l'éventualité d'une fraude, d'une malversation ou d'un détournement de fonds.

Art. 9 *La modification proposée permet à la Régie, au cas de renouvellement d'une licence, de prévoir, par règlement, des cas d'exemption aux examens.*

qu'entend exercer dans l'industrie de la construction la personne qui demande la délivrance d'une licence.»

8. L'article 34 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**34.** La Régie peut, par règlement, exiger un cautionnement de tout entrepreneur qui exécute ou fait exécuter des travaux de construction dont les catégories sont établies par règlement et qui sont relatifs à un bâtiment résidentiel visé par règlement. Ce cautionnement de l'entrepreneur assure, à l'égard de ses clients, le respect de ses obligations, telles que déterminées et dans la mesure prévue par règlement.

Elle peut également exiger, par règlement, pour ces mêmes travaux, un cautionnement visant à indemniser, dans la mesure prévue par règlement, les clients de l'entrepreneur au cas de fraude, faillite ou insolvabilité de celui-ci; ce règlement peut prévoir que cette indemnisation se fera au choix de la caution, soit par le versement d'une somme d'argent, soit par l'exécution des travaux.

La Régie détermine par règlement les modalités, les montants et la forme de ces cautionnements.

Lorsque la Régie est d'avis qu'il y a lieu de remplacer ces cautionnements elle peut, par règlement, constituer aux mêmes fins un fonds d'indemnisation et prévoir les modalités d'administration et de disposition de ce fonds et, s'il y a lieu, les modalités de mise en vigueur du fonds de façon transitoire, compte tenu des cautionnements déjà fournis en vertu du présent article. Les entrepreneurs doivent alors contribuer ou autrement participer au fonds d'indemnisation de la façon prévue par règlement.

«**34a.** La Régie peut, par règlement, exiger un cautionnement de toute personne physique, société ou corporation qui demande une licence, payable au nom du ministre des finances, dans le but d'indemniser ses clients dans l'éventualité d'une fraude, d'une malversation ou d'un détournement de fonds commis à leur égard par l'entrepreneur, ses préposés ou ses agents et aussi dans le cas d'une société ou corporation, ses membres ou administrateurs. Les modalités, le montant, la forme de ce cautionnement et la façon d'en disposer sont déterminés par règlement.»

9. L'article 40 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**40.** La licence expire un an après la date de sa délivrance; elle peut être renouvelée aux conditions prescrites par règle-

Art. 10. *La modification proposée a pour but d'introduire des modifications à la procédure d'appel existante. Plus particulièrement, elle prévoit que dorénavant, l'avis d'appel doit être signifié à la Régie et contenir les motifs de l'appel.*

Art. 11. *La modification proposée est de concordance avec les articles 4, 6 et 7 du projet de loi.*

Art. 12. *La modification proposée a pour but d'exempter le constructeur-propriétaire qui exécute lui-même en partie les travaux de construction visés aux paragraphes a et b de l'article 55 de la loi de l'obligation de détenir une licence. Actuellement, seul le constructeur-propriétaire qui exécute lui-même ces travaux de construction bénéficie d'une telle exemption.*

Art. 13. *La modification proposée remplace l'expression «honoraires» par «droits» et précise que les frais d'enquête font partie des droits.*

De plus, elle accorde à la Régie des pouvoirs de réglementation additionnels qui sont devenus nécessaires suite aux modifications proposées aux articles 4, 5, 8 et 9 du projet de loi.

Les paragraphes a, c et l de l'article 58 de la loi se lisent actuellement comme suit:

«58. La Régie peut édicter des règlements pour:

a) déterminer les honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences ainsi que les frais d'enquête à la charge des personnes qui ont fait l'objet d'une enquête;

c) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes physiques qui habilitent une société ou corporation;

ment. La Régie peut prévoir par règlement des cas d'exemption aux examens visés au premier alinéa de l'article 31.»

10. L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**46.** Tout intéressé peut en appeler au tribunal de toute décision rendue par la Régie.

L'appel doit être formé dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue au moyen d'un avis, produit au greffe du tribunal et signifié à la Régie, énonçant:

- a) le nom et le domicile du requérant;
- b) la date et la nature de la décision de la Régie;
- c) les motifs de l'appel;
- d) les conclusions recherchées.»

11. Les articles 50 et 51 de ladite loi sont abrogés.

12. L'article 55 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**55.** Sous réserve des autres exigences de la présente loi, la licence de constructeur-propriétaire n'est pas exigible d'un individu qui exécute lui-même en tout ou en partie des travaux de construction:

- a) soit à l'égard d'une maison destinée à être habitée exclusivement par lui et sa famille;
- b) soit à l'égard d'un ouvrage autre qu'une habitation, destiné à son usage personnel ou à celui de sa famille et non visé par la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149) ou la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 150).»

13. L'article 58 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) déterminer les droits exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences, y compris les frais d'enquête à la charge des personnes qui ont fait l'objet d'une enquête;»;

b) par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes physiques qui habiliter une société ou corporation ainsi que les conditions qu'elles doivent remplir à cet effet et les renseignements qu'elles doivent alors fournir;»;

c) par le remplacement du paragraphe l par les suivants:

l) déterminer les cas où un cautionnement est exigé des catégories d'entrepreneurs qu'elle indique, lorsqu'ils demandent une licence, fixer les modalités, les montants et la forme du cautionnement exigible des différentes catégories d'entrepreneurs et déterminer les cas où elle peut déclarer le cautionnement forfait ainsi que pourvoir à la façon dont il en est alors disposé.»

Art. 14. *La modification proposée est entièrement de droit nouveau. Elle crée une infraction à l'égard de toute personne qui utilise le nom d'une autre personne qui possède une licence ou utilise le numéro de licence de cette personne afin d'exécuter ou de faire exécuter des travaux de construction.*

Art. 15. *La modification proposée a pour objet de modifier la définition du terme «salarié» de façon à en exclure l'artisan. Elle donne également une définition de l'artisan.*

Le paragraphe q de l'article 1 se lit actuellement comme suit:

«q) «salarié»: tout apprenti, manoeuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société;»

«l) déterminer les catégories de travaux de construction et les bâtiments résidentiels aux fins de l'article 34;

m) exiger un cautionnement, aux fins du premier alinéa de l'article 34, et déterminer les obligations qu'il couvre et dans quelle mesure;

n) exiger un cautionnement, aux fins du deuxième alinéa de l'article 34, et prévoir que l'indemnisation se fera au choix de la caution, soit par le versement d'une somme d'argent, soit par l'exécution des travaux;

o) déterminer les modalités, les montants et la forme des cautionnements visés à l'article 34;

p) constituer un fonds d'indemnisation tel que prévu au quatrième alinéa de l'article 34 et prévoir la façon dont les entrepreneurs doivent y contribuer ou y participer;

q) exiger un cautionnement aux fins de l'article 34a et en déterminer les modalités, le montant, la forme et la façon d'en disposer;

r) obliger tout candidat à une licence d'entrepreneur ou, dans le cas d'une société ou corporation, toute personne habilitante, à subir des examens, déterminer le contenu des examens et les conditions d'admissibilité et d'exemption auxdits examens et prévoir, lorsqu'il s'agit du renouvellement d'une licence, les cas d'exemption auxdits examens;

s) déterminer les cas où une personne physique peut détenir plus d'une licence.»

14. L'article 66 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«e) utilise le nom d'une autre personne qui possède une licence ou utilise le numéro de licence de cette personne afin d'exécuter ou de faire exécuter des travaux de construction.»

15. L'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45), modifié par l'article 1 du chapitre 35 des lois de 1970, l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1971, l'article 1 du chapitre 28 des lois de 1973, l'article 1 du chapitre 51 des lois de 1975 et l'article 12 du chapitre 19 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe q par le suivant:

«q) «salarié»: tout apprenti, manoeuvre, ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié, compagnon ou commis, qui travaille pour un employeur et qui a droit à un salaire;»;

b) par l'addition, après le paragraphe s, du suivant:

Art. 16. La modification proposée a pour objet de modifier la composition de l'Office en portant le nombre de membres de trois à cinq. Elle prévoit que le président est également le directeur général.

Art. 17. La modification proposée a pour but d'exclure du champ d'application de la loi certains travaux de construction exécutés par les salariés des commissions scolaires et collèges ainsi que des établissements de santé et de services sociaux.

Elle prévoit également que l'artisan n'est plus assujetti à la loi sauf aux fins des régimes complémentaires d'avantages sociaux.

Art. 18. La modification proposée clarifie l'interdiction du droit de grève et de lock-out durant un décret.

«t) «artisan»: une personne physique faisant affaires pour son propre compte, qui exécute elle-même, pour autrui et sans l'aide de salariés, des travaux de construction.»

16. L'article 1c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 51 des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1. L'Office est formé de cinq membres, dont un président, nommés pour au plus cinq ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement et leurs conditions de travail. Le président exerce ses fonctions à plein temps; il est également le directeur général de l'Office.»;

b) par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant:

«5. Le quorum de l'Office est de trois membres, dont le président. La voix du président est prépondérante.»;

c) par la suppression du paragraphe 6.

17. L'article 2 de ladite loi, remplacé par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1970 et modifié par l'article 2 du chapitre 28 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, après le paragraphe 7°, du suivant:

«8° aux travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par les salariés des commissions scolaires et collèges visés dans la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 55*) et par les salariés des établissements publics visés dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).»;

b) par l'addition, après le paragraphe 8°, de l'alinéa suivant:

«Elle s'applique également à l'artisan mais uniquement aux fins du paragraphe 4 de l'article 32s.»

18. L'article 12 de ladite loi, remplacé par l'article 6 du chapitre 28 des lois de 1973 et par l'article 5 du chapitre 51 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«La grève ou le lock-out est permis à la date d'expiration du décret, à moins que le différend soit déferé à un conseil d'arbitrage.»

Art. 19. *La modification proposée a pour but de retrancher l'expression «entrepreneur-artisan» du paragraphe g de l'article 32c de la loi qui se lit actuellement comme suit:*

«g) par demande écrite adressée à tout employeur ou entrepreneur-artisan, exiger qu'une copie qu'elle lui transmet de l'échelle des salaires rendus obligatoires, ou de toute décision ou règlement, soit affichée et maintenue affichée à un endroit convenable et de la façon prescrite dans la demande;».

Art. 20. *La modification proposée est de concordance avec l'article 17 du projet de loi. Elle prévoit que l'artisan peut participer sur une base volontaire aux régimes complémentaires d'avantages sociaux moyennant certaines conditions.*

Elle prévoit également que les modalités de la participation de l'artisan à ces régimes sont établies par règlement de l'Office de la construction du Québec.

Art. 21. *La modification proposée a pour but de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier tout règlement que l'Office soumet à son approbation.*

L'article 58 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**58.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions de la présente loi. Il peut également adopter tout règlement autorisant l'Office à utiliser pour son administration une partie des sommes qu'il perçoit au titre d'avantages sociaux et une partie ou la totalité des fonds ou des intérêts des fonds gardés en fideicommiss pour les congés payés, les avantages sociaux ou à quelqu'autre titre. Ce règlement ou tout autre règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.»

19. L'article 32c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971 et modifié par l'article 16 du chapitre 51 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) par demande écrite adressée à tout employeur, exiger qu'une copie qu'elle lui transmet de l'échelle des salaires rendus obligatoires, ou de toute décision ou règlement, soit affichée et maintenue affichée à un endroit convenable et de la façon prescrite dans la demande;».

20. L'article 32s de ladite loi, édicté par l'article 15 du chapitre 19 des lois de 1975, est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«4. L'artisan peut participer et contribuer aux régimes complémentaires d'avantages sociaux pour un maximum de quarante heures de travail par semaine. Il assume alors les obligations prévues au décret quant à la cotisation et à la contribution à ce régime.

L'Office établit, par règlement, les modalités de participation de l'artisan aux régimes complémentaires d'avantages sociaux. L'artisan doit fournir, en même temps que sa cotisation et sa contribution, les renseignements suivants: ses nom, prénom et adresse, son numéro d'assurance sociale, le numéro de la licence qui lui est émise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53), le nombre d'heures de travail hebdomadaire qu'il effectue, la nature de son travail, le nom des personnes qui ont retenu ses services et tout autre renseignement prescrit par règlement de l'Office.»

21. L'article 58 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 28 des lois de 1973 et l'article 30 du chapitre 51 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

“58. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions de la présente loi.

Il peut adopter tout règlement autorisant l'Office à utiliser pour son administration une partie des sommes qu'il perçoit au titre d'avantages sociaux et une partie ou la totalité des fonds ou des intérêts des fonds gardés en fidéicommiss pour les congés payés, les avantages sociaux, ou à quelqu'autre titre.

Tout règlement de l'Office soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi peut être approuvé par ce dernier avec ou sans modification.

Art. 24. La modification proposée est de concordance. Elle vise à adapter l'article 4 de la loi aux modifications proposées par l'article 23 du projet de loi.

«**33b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine relativement à l'élection du conseil d'administration devant succéder au premier conseil d'administration visé à l'article 5 de la Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (1976, chapitre 72), et ce, nonobstant toute disposition inconciliable desdits statuts et règlements tels que modifiés, le cas échéant, conformément à l'article 33a:

- a) la ou les dates auxquelles elle devra se tenir;
- b) la date à laquelle l'avis de convocation de l'assemblée générale d'élection doit être expédié aux membres de l'association;
- c) la date à laquelle les membres du comité d'élection doivent être désignés, entrer en fonction, et choisir parmi eux un président et un secrétaire devant respectivement agir comme président et secrétaire d'élection;
- d) la date du début et la durée du mandat des administrateurs et la date d'élection de leurs successeurs;
- e) la date d'élection des membres du comité exécutif et le mode de leur élection; et
- f) les renseignements qui doivent être transmis à l'Office de la construction du Québec et le mode de leur transmission.

Au cas où l'une ou l'autre des obligations déterminées en vertu du présent article n'est pas remplie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut confier à l'Office de la construction du Québec la responsabilité de faire tenir cette élection, selon les moyens que l'Office juge appropriés, en lui indiquant la mesure dans laquelle il doit à cette fin voir à l'application desdits statuts et règlements tels que modifiés, le cas échéant, conformément à l'article 33a et respecter les obligations prévues au présent article.

«**33c.** Tout règlement adopté en vertu de l'article 33a et tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 33b entrent en vigueur à la date de leur adoption.»

24. L'article 4 de la Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (1976, chapitre 72) est remplacé par le suivant:

“**4.** Les statuts et règlements de la corporation sont ceux adoptés conformément aux articles 32, 33 et 35 de la Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1975, chapitre 51), par l'arrêté en conseil 145-76 du 21 janvier 1976, et modifiés, le cas échéant, par l'article 33a de ladite

Art. 25. *La modification proposée a pour objet de modifier le mode d'expiration du mandat du premier conseil d'administration de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec. Elle tient compte de l'article 23 du projet de loi.*

Art. 26 et 27. *Les modifications proposées sont de concordance avec les articles 15 et 17 du projet de loi.*

loi; toutefois, toute modification aux statuts et règlements n'entre en vigueur qu'après approbation, avec ou sans modification, du lieutenant-gouverneur en conseil.»

25. L'article 5 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Leur mandat prend fin à compter du début du mandat des administrateurs déterminé en vertu de l'article 33*b* de ladite loi.»

26. L'article 1 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51) est modifié par l'addition, après le paragraphe *s*, du suivant:

«*t*) «artisan»: une personne physique qui, faisant affaires pour son propre compte, exerce un métier ou une profession.»

27. L'article 42 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Un artisan qui n'a pas obtenu le certificat de qualification exigé pour exercer un métier ou une profession visés au paragraphe *b* de l'article 30 ne peut exercer ce métier ou cette profession.»

28. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 15 et 16, du paragraphe *b* de l'article 17, des articles 19 et 20, 26 et 27, lesquels entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.